



Vendredi 29 janvier 2016

Monsieur le Président de la République,

Votre gouvernement a publié le 20 mai 2015 des textes instaurant une réforme du collège au lendemain d'une grève majoritaire dans les collèges contre ce qui n'était alors qu'un projet.

Cette première réponse de la Ministre de l'Éducation nationale a contraint les personnels à demander avec l'intersyndicale nationale (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT, CGT enseignement privé, SNALC-FGAF, SNCL-FAEN, SIES-FAEN, CNGA CFE-CGC, SUNDEP-Solidaires) l'abrogation de la réforme des collèges et la reprise des discussions sur d'autres bases.

8 mois plus tard, les enseignant-e-s qui exercent en collège étaient encore majoritairement en grève contre la réforme dite « collège2016 ». Leur refus de cette réforme est toujours aussi profond, leur demande de discussions pour un autre collège toujours aussi vive.

Pourtant depuis des mois, ils subissent des pressions, des menaces et maintenant même des sanctions de la part de leur hiérarchie, pour les « faire rentrer dans le rang », comme s'ils n'étaient pas des citoyen-ne-s responsables, des fonctionnaires attaché-e-s à la qualité du Service Public d'éducation, des militant-e-s des valeurs de la République qu'ils s'attachent à faire découvrir, partager et vivre dans les établissements scolaires.

Pourtant, depuis des mois, ils se heurtent à un mépris total, blessant et humiliant de la part leur ministre qui refuse de les entendre, de recevoir l'intersyndicale qui représente 80% des enseignants selon les critères de représentativité en vigueur.

Si cette intersyndicale s'adresse aujourd'hui à vous, c'est bien à cause du silence assourdissant de Madame la ministre de l'Éducation qui n'a eu aucun mot, n'a fait aucun geste au lendemain de la grève majoritaire du 26 janvier.

Une telle désinvolture face à des fonctionnaires qui se battent au quotidien dans des conditions difficiles, qui portent à bout de bras le collège et le lycée depuis des années malgré des décennies de dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération et en dépit de la déconsidération que subit leur profession, est indigne d'une démocratie.

Un tel mépris pour celles et ceux dont vous avez reconnu à maintes reprises l'engagement au service de la réussite de leurs élèves est non seulement injuste, mais totalement inefficace pour l'avenir du système éducatif et pour la jeunesse de notre pays.

Nous vous alertons sur les conditions extrêmement dégradées de la préparation de la rentrée dans les collèges : plus la mise en œuvre de cette réforme devient concrète, plus ses conséquences néfastes sur l'organisation des enseignements suscite colère et désarroi des équipes éducatives. Elle provoque des tensions fortes dans les établissements qui débouchent dans de nombreux cas sur de fractures profondes entre les personnels. Une telle situation ne peut perdurer.

Constatant un blocage total imposé par l'administration et voulant sortir d'une situation conflictuelle dangereuse, nous en appelons donc à votre responsabilité de chef de l'État pour que le dialogue, dont votre gouvernement ne cesse de vanter les mérites, soit renoué dans le second degré, pour que les personnels soient enfin entendus.

Si tel n'était pas le cas rapidement, nous vous alertons solennellement sur la responsabilité que porterait alors votre gouvernement dans les conséquences de son refus de prendre en compte la détermination des personnels, et de l'intersyndicale qui les représente, à s'opposer à la mise en œuvre de la réforme à la rentrée 2016.